que dans les quatre arrondissements du pays où la proportion de la population agricole est inférieure à 15 pour 100, les naissances se sont réduites en moyenne de 49 pour 100 ; pour les treize arrondissements où la proportion des agriculteurs est comprise entre 15 et 30 pour 100, la diminution est de 45 pour 100 seulement et, pour les autres arrondissements où l'agriculture est prédominante, la baisse n'atteint même pas 39 pour 100 en moyenne (1).

Notons encore que l'agriculture belge a bénéficié du fait de disposer du travail d'un nombre d'hommes bien plus considérable que celle de n'importe quel autre État belligérant. L'invasion très rapide du pays empêcha le gouvernement d'appeler sous les drapeaux les jeunes gens arrivés durant l'occupation à l'âge du service militaire. Un certain nombre d'entre eux seulement franchirent volontairement la frontière pour rejoindre l'armée. Le nombre des volontaires fournis par les villes est incomparablement plus grand que celui des campagnes. Le travail rémunérateur que celles-ci offraient à la population mâle la retint dans ses foyers.

Ajoutons que les ouvriers industriels vivant à la campagne furent atteints bien moins gravement que leurs camarades des villes par la fermeture des fabriques. Beaucoup d'entre eux trouvèrent à s'occuper dans les fermes. Les communes organisèrent d'ailleurs des travaux d'utilité générale pour les employer. Ce n'est qu'à partir du jour où l'autorité allemande interdit la continuation de ces travaux que le chômage se manifesta dans le plat pays. Le contingent qu'il fournit aux déportations pour cause de chômage fut d'ailleurs de beaucoup inférieur à celui de la population urbaine.

Somme toute, les régions rurales du pays ne souffrirent donc de l'occupation allemande que dans une mesure restreinte. Pour beaucoup de leurs habitants, à n'envisager que le côté matériel des choses, elle fut même avantageuse. On ne peut donc s'étonner si les rapports qui s'y établirent entre les sol-

---

(1) R. OLBRECHTS, *ibid.*, p. 29.